

## **Compressions dans le réseau lavallois de santé et de services sociaux Le personnel clinique étant visé, les services seront réduits**

---

Laval, le 22 juillet 2016 – L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) de Laval dénonce les nouvelles compressions de 4,8 millions de dollars dans le budget du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Laval. « L'annonce de ces compressions se traduit par l'abolition de plusieurs postes et donc par un resserrement de l'accès aux services pour la population », s'indigne Fabienne Chabot, porte-parole régionale pour l'APTS.

A l'instar du ministre Barrette, la direction du CISSS de Laval continue de prétendre que les services ne seront pas affectés, même si elle prévoit du même souffle réduire son effectif pour économiser autour de 3,5 millions de dollars sur les 4,8 millions de compressions exigés par Québec cette année. Le reste sera récupéré par la mise en commun des achats de fournitures et diverses autres mesures.

Plusieurs secteurs sont touchés. À titre d'exemple, les centres de jour voués au maintien de l'autonomie des aînés et au répit des proches aidants voient leurs heures d'ouverture réduites. Avec le transfert de deux techniciennes en loisirs et l'abolition d'un poste de technicienne en assistance sociale, les résidences pour personnes âgées n'auront plus droit à l'animation des groupes de prévention. L'équipe chargée des jeunes en difficulté et en situation de négligence perd deux intervenantes ainsi que l'agente responsable de la coordination du Programme d'interventions intégrées lavallois pour les enfants, lancé en grandes pompes en 2014.

Les salariés fulminent lorsqu'ils entendent la direction dire que ces mesures n'auront aucun impact sur la population et les services dispensés. « Cette nouvelle vague d'abolition de postes fragilise encore plus les services offerts aux Lavallois et alourdit considérablement le fardeau de l'accessibilité qui repose sur les épaules de nos membres chargés de répondre aux besoins, déplore Josée Blanchard, présidente de l'unité locale du CISSS de Laval. Prétendre que tous ces postes sont vacants à la suite de départs à la retraite induit en erreur puisque des remplaçants effectuent le travail dans bien des cas. »

« Pourquoi ne pas augmenter plutôt les efforts dans le contrôle des infections nosocomiales ou dans la prévention en santé et sécurité au travail par exemple? », s'interroge Jocelyne Dion, vice-présidente locale. « Ces mesures amélioreraient la qualité des services et du milieu de travail, tout en procurant des économies certaines », estime-t-elle.

Une fois de plus, les mesures prises pour réduire les dépenses ciblent particulièrement les interventions préventives. « Finie la prévention clinique, constate Josée Blanchard. Notre travail est malheureusement considéré comme une dépense alors qu'il constitue un investissement à long terme, qui permet de réduire la demande pour des services curatifs. Ces choix relèvent d'une vision à court terme que nous allons regretter. »

Laval a vu son budget en santé et services sociaux réduit de plus de 45 millions de dollars depuis cinq ans. Alors que le gouvernement annonce des surplus, Josée Blanchard se demande si ce nouvel effort exigé ne vise pas à éponger les coûts associés à la vaste réforme centralisatrice du ministre Barrette, qui a déjà coûté pas moins de 3,8 millions de dollars en indemnités de départ pour les cadres forcés de quitter le réseau de Laval seulement.

L'équipe APTS lavalloise invite le ministre Gaétan Barrette à descendre de son piédestal et à venir constater de lui-même les dégâts qu'il provoque sur le terrain. « Travailleurs sociaux, technologistes médicaux, physiothérapeutes, éducateurs spécialisés, entre autres, tous font un travail indispensable. Supprimer un seul de ces postes, c'est allonger les listes d'attente et créer une souffrance plus que superflue pour les employés du réseau et pour la population. M. Barrette, il est temps que ça cesse », de conclure Fabienne Chabot.

### **À propos de l'APTS**

Avec 32 000 membres, l'APTS est un acteur incontournable du réseau public de la santé et des services sociaux. Elle représente plus d'une centaine de titres d'emploi distincts parmi le personnel professionnel et technique dans les domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. Dans la région de Laval, elle représente 1 300 personnes.

- 30 -

Pour renseignements :  
Chantal Mantha, conseillère en communication  
Téléphone : 514.236.9287 (cell.)